

ASSOCIATION POUR  
**LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE**  
 SUR LA RÉSISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 32

MARS 2004

**SOMMAIRE**

<b>2004. 60<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération</b>	<b>1</b>
- L'inexorable oubli	1
- La Résistance vue par un manuel d'histoire de 1ère	1
- Commémorations en Creuse	2
<b>1984-2004 : 20 ans de recherche historique</b>	<b>2</b>
<b>La France Libre</b>	<b>2</b>
- Concours de la Résistance en Creuse	2
<b>Histoire. Quelle Histoire ?</b>	<b>3</b>
- Critique et responsabilité	3
- Histoire. Indispensable et parfois cruelle histoire	4
<b>L'écoute des communications allemandes</b>	<b>4</b>
- Les documents face aux légendes	5
<b>Leçon d'histoire au coin du feu</b>	<b>5</b>
<b>Le centre d'internement administratif d'Evau</b>	<b>6</b>
- La vie quotidienne au Centre	6
- La libération des internés le 8 juin 1944	7
<b>Bibliographie</b>	<b>8</b>
- Genèse et développement de la Résistance R.5	8

**2004 : 60<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION**

Il reste bien peu d'acteurs. Un peu plus de témoins non-acteurs, alors enfants ou adolescents.

Pour les premiers, la Libération fut l'aboutissement d'un combat avec ses risques, parfois ses doutes, ses douleurs, l'image des absents, de ceux qui avaient été arrêtés et déportés mais dont on n'imaginait pas les souffrances et le sort, les souvenirs de ceux qui étaient tombés sur le sol de France et hors de France. Pour la Liberté et dans l'espérance d'un monde meilleur.

**L'INEXORABLE OUBLI**

Pour les enfants et adolescents, hors fils et filles de victimes, douloureusement affectés, la mémoire n'a sans doute gardé que le souvenir des frustrations : la faim, surtout dans les villes, les biscuits vitaminés à l'école, les chaussures à semelle de bois, les classes non ou si peu chauffées, la dureté des temps. Peut-être aussi, parfois l'espérance : pour les ados le retour à un monde apaisé, pour beaucoup de tous âges, le retour du papa prisonnier dont l'image se limite souvent à la photo de l'absent. Combien se souviennent de la radio brouillée, écoutée chaque soir ? Plus nombreux peut-être, sont ceux qui peuvent encore évoquer les cours de récréation où l'on jouait « au maquis. »

Les générations nées après la libération n'ont évidemment pas de souvenirs du vécu et bien peu de l'appris, d'une part parce que les parents résistants et déportés ont peu parlé, d'autre part parce que l'histoire fut un temps bien négligée par l'école et qu'aujourd'hui, les programmes n'accordent à la période que fort peu d'intérêt. Pourtant, 60 ans c'est bien court.

**LA RÉSISTANCE VUE PAR UN MANUEL D'HISTOIRE**

Ci-après reproduction de la présentation qu'en fait un manuel scolaire (1) pour classes de 1<sup>ère</sup> des Lycées.

## 4. Les résistances

### 1. Le développement de la résistance intérieure

Peu nombreux en 1940, les **premiers actes de résistance**, graffiti, tracts, sabotages sont **individuels** (doc. 2). Très vite, les résistants se regroupent en **réseaux**, tel le réseau du musée de l'Homme, à Paris. Leur action comporte le renseignement, les sabotages, l'évasion de personnes recherchées. Les **mouvements** mènent, de plus, une réflexion politique et une active propagande. Les plus connus sont Combat, Libération-Sud, Franc-Tireur en zone libre, Libération-Nord, Organisation civile et militaire en zone occupée. Après l'invasion de l'URSS en juin 1941, les communistes entrent massivement chez les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) dont la Main-d'Œuvre Immigrée (FTP-MOI) est une composante (doc. 3). Pour tous les résistants, le **secret est vital** pour la survie individuelle et collective, mais plus de **60 000 résistants ont péri**.

### 2. Des objectifs et des formes multiples

La résistance est une **lutte patriotique qui vise la libération du territoire**. Elle **aide les Alliés** par l'espionnage, les sabotages ou l'aide logistique lors des débarquements alliés. Les réseaux sont, en effet, rattachés à la France Libre ou aux services secrets britanniques. À partir de 1942, avec la radicalisation de la collaboration, l'occupation de tout le territoire et l'instauration du STO, des Français s'engagent particulièrement dans les **maquis** qui gênent l'armée allemande (doc. 4).

La résistance est aussi une **lutte idéologique contre le nazisme** avec le soutien aux populations persécutées, l'élaboration de tracts, de journaux clandestins (doc. 1) ou de diffusion radio. Réflétant les divisions politiques, les mouvements de résistance préparent le retour à la démocratie et entendent **jouer un rôle politique au moment de la libération**.

### 3. La résistance extérieure et l'unification dans le CNR

L'**appel du 18 juin 1940**, lancé par le général de Gaulle, constitue l'acte de naissance de la Résistance. Le 28 juin 1940, **de Gaulle** est reconnu par les Anglais comme « **chef de tous les Français libres** ». Les Forces françaises libres (FFL) deviennent en 1941 une force autonome, la « **France libre** » rassemblant 35 000 hommes venus essentiellement des colonies.

À partir de 1941-1942, de Gaulle établit le contact avec les différents mouvements de résistance. **Il envoie Jean Moulin en France**, avec mission d'unifier ceux-ci sous son autorité. Ainsi est créé, en mai 1943, le **Conseil national de la Résistance** (doc. 5) qui comprend des résistants, des syndicalistes et des hommes politiques. Georges Bidault en prend la tête après l'arrestation de Jean Moulin.

À partir de l'été 1943, résistances intérieure et extérieure désormais unifiées forment la « **France combattante** » sous l'autorité du général de Gaulle. Lorsqu'est créé à Alger le « Comité français de Libération nationale », c'est lui qui s'impose à sa tête et les Alliés sont obligés, malgré eux, d'en reconnaître l'existence.

**En 1944 toute la résistance intérieure et extérieure est unifiée autour du général de Gaulle.**

(1) Histoire 1ères ES, L/S. Editions Magnard

- Il faut préciser que ce texte est complété par :
- Photo de Jean Moulin et quelques notes biographiques
  - Fac-similé journal *LIBERATION*
  - Texte de J.P. Vernant : « Entrer en Résistance. »
  - Extrait du programme du CNR
  - Photo « *Affiche Rouge* »
  - Photo maquisards

Difficile de faire plus bref. Faut-il considérer que les élèves peuvent se contenter de retenir, en guise de synthèse, les 2 lignes terminales ? Étant précisé que ce raccourci constitue l'ultime information des lycéens sur la Résistance, laquelle a disparu du programme de terminale !

Jadis, nos manuels de 3<sup>ème</sup> des EPS (préparation au Brevet élémentaire) commençaient de même en 1850 mais se terminaient en 1930. Ils étaient beaucoup plus denses et bien peu illustrés. Autre conception de l'enseignement de l'histoire. Progrès ?

#### COMMEMORATION 60<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE LIBERATION CREUSE

6 juin. (dimanche) Rallye de la Résistance

7 juin. Guéret. Mini-colloque (exposés-débats) sur la reddition aux FFI, de la garnison allemande, la contre-attaque repoussée le 8, l'évacuation le 9, la réoccupation avec le concours d'un Btn de la DB SS Das Reich.

25 août. Commémoration de la Libération de la Creuse. Inauguration d'une exposition à l'Hôtel de Ville de Guéret. Comme en 1994, pour le cinquantenaire.

Tous les programmes sont en cours de mise au point. Informations complémentaires dans prochain bulletin.

#### 1984-2004 : 20 ANS DE RECHERCHE HISTORIQUE

C'est en 1984 que fut créé, au sein de l'association CVR, le Comité d'histoire de la Résistance en Creuse. Nous avons souhaité associer toutes les bonnes volontés de toutes les composantes de la Résistance mais nous nous sommes heurtés à un refus. Le Comité s'est transformé en 1991 en association indépendante pour accueillir des chercheurs plus jeunes, notamment des professeurs d'histoire et créer une structure capable d'assurer l'édition et la diffusion de ses travaux. Peut-être, n'est-il pas inutile de rappeler les noms des disparus :

1989 : Marcel Picaud (Capitaine Daniel)  
1992 : Antoine Caron  
1993 : Georges Dallier  
1994 : Madame Mérignat  
1994 : Me René Nougès (1)  
1996 : Mme Cerclier-Roussillat (1)  
1997 : Colonel Henry Kirsch  
1999 : Jean Michaud  
1999 : Jean Bernheim  
2001 : René Larnaud

*(1) N'ont pas appartenu au bureau mais ont apporté le précieux concours de leurs connaissances et de leurs archives.*

Chacun était plus ou moins spécialisé dans un secteur de recherche et chaque disparition fut un handicap. Les plus grands séismes furent les disparitions de Georges Dallier puis de Jean Michaud. Du groupe initial il ne reste que Mme Suzanne Cerclier et René Castille. Des enseignants nous ont rejoint à partir de 1992, mais ils sont pour la plupart encore en activité et ne peuvent consacrer à nos travaux qu'un temps limité.

Des dates de parution d'ouvrage ont été avancées dans les années 95-96 mais le décès de celui qui devait en être le rédacteur a bouleversé tout le programme. Jean Michaud avait non seulement contribué très largement

aux recherches mais il avait, en complément, assimilé l'essentiel des acquis, réfléchi à l'ordonnement des connaissances, avec son professionnalisme et son talent. Il faut des années pour dominer le sujet, passer de la simple approche des faits à une capacité de synthèse, à la structuration d'un ouvrage. L'histoire de la Résistance s'intègre dans son contexte qui est l'histoire de la Creuse de 1940 à 1944, laquelle s'inscrit dans le cadre national, lui-même dépendant d'une globalité qui est la seconde guerre mondiale. Le fait est inséparable de sa cause et de ses conséquences. Il ne suffit pas de juxtaposer des témoignages issus de mémoires plus ou moins « sélectives, infidèles et souvent recomposées » à des opinions et légendes, pour faire de l'histoire.

C'est notre bulletin qui supplée temporairement au livre attendu. Il apporte des informations fiables, des pages d'histoire qui sont en fait les pièces du puzzle que sera l'ouvrage (ou les ouvrages.) A chacun d'en commencer l'ordonnement. Des adhérents pensent qu'il serait plus judicieux d'abandonner ou de limiter le bulletin pour consacrer l'énergie et le temps qui lui sont consacrés à la rédaction et à l'édition d'un livre. C'est un point de vue respectable mais qui relève de la théorie du « y a qu'à. » La fin du bulletin signifierait la fin de l'association. Est-ce souhaitable ? Par ailleurs, cette solution n'accélérerait pas sensiblement la réalisation de l'ouvrage attendu. Chaque sujet traité dans le bulletin est le fruit d'un travail qui met en œuvre la compilation et l'analyse des différents acquis qui en traitent, comme le montrent les multiples renvois aux sources. Le vrai problème est le manque de bonnes volontés compétentes et de temps, en fait l'absence de ceux que le destin nous a enlevés.

#### LA FRANCE LIBRE

C'est un sujet bien mal connu qui est proposé cette année aux élèves qui participeront au Concours de la Résistance et de la Déportation.

Un tel thème n'avait pas été retenu depuis 1988 ; comme si Résistance extérieure n'avait, pour les instances en charge du choix des sujets qu'un intérêt limité par rapport à la Résistance intérieure. Les 5 lignes (sur 40) qui lui sont réservées dans le texte reproduit ci-dessus (p.1) extrait d'un manuel scolaire traitant « des Résistances », confirment cette appréciation.

#### LE CONCOURS DE LA RESISTANCE EN CREUSE

Le Comité Creusois a réalisé, cette année encore, un audiovisuel, à partir du texte de Mme Jammet pour le Concours 1988. C'est un travail pédagogique de grande qualité qu'il a suffi de préciser sur quelques points. Il a ensuite été ré-enregistré puis transféré sur CD ROM par les soins de l'ODAC et placé sur Internet (cyber réseau de l'Éducation Nationale) par les soins de l'Académie. Copies du CD et du texte ont été envoyées dans tous les collèges et Lycées. Des présentations commentées ont été faites par les bonnes volontés du Comité dans les établissements qui en ont fait la demande.

**Son intérêt nous a semblé mériter une diffusion du texte auprès des adhérents de l'association. Comme nous l'avons déjà fait pour d'autres sujets, nous lui consacrons un « Supplément », joint au présent bulletin.** (lequel se trouve réduit à 8 pages et ne peut en conséquence accueillir tous les sujets prévus.)

Les combats des Français libres sur les fronts où ils furent engagés, le courage dont ils firent preuve et les sacrifices consentis sur terre, sur mer et dans les airs méritent le respect et l'admiration des combattants de l'intérieur, engagés en général beaucoup plus tard.

### HISTOIRE. QUELLE HISTOIRE ? (suite)

Cette interrogation revient périodiquement. Ce n'est pas une obsession mais un nécessaire rappel face aux opinions et légendes, voire simples mensonges à prétention historique qui alimentent régulièrement les mémoires réceptives et viennent polluer la véritable recherche.

### HISTOIRE, CRITIQUE ET RESPONSABILITE.

C'est le titre d'un ouvrage récent qui rassemble des textes de François Bédarida, disparu en 2001, historien connu et reconnu par ses pairs, fondateur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP), lequel a succédé au Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale (CH2G), créé et dirigé par Henri Michel.

Il est déjà difficile de sélectionner des textes d'un auteur qui a beaucoup écrit et il est plus délicat encore de choisir dans cette sélection des passages ou simples phrases sans risque d'altérer la pensée de l'auteur. Nous avons déjà repris, dans de précédents bulletins, certains propos de François Bédarida, notamment sa définition du mot Résistance : ci-après quelques passages qui nous ont paru mériter réflexion.

Dans sa présentation de l'ouvrage, Henri Rousso, actuel directeur de l'IHTP, souligne « *le souci de François Bédarida de mener de concert une analyse historique de la période avec une réflexion sur l'écriture de l'historien et une réflexion morale sur la place de l'historien.* »

Des textes présentés nous avons retenu :

« *... en tant qu'historien, tout en étant convaincu de la valeur irremplaçable du témoignage, j'en mesure aussi les limites, les pièges et la fragilité.* »

« *Comment déchiffrer notre temps sans recourir au savoir historique ? Comment agir dans notre monde sans une lecture solide du passé, proche ou lointain.* »

« *... ce qui est sûr c'est qu'il faut traquer sans pitié, non seulement les porte-voix des propagandes insidieuses mais plus encore les faussaires falsificateurs et autres assassins de la mémoire.* »

« *L'histoire est une discipline assujettie à un haut degré de rigueur scientifique en raison de vérifications par la preuve documentaire.* »

« *La Résistance demeure un chantier ouvert, à l'activité duquel il faut de vaillants ouvriers. Tout d'abord, dans ce passé de feu, tout est loin d'être clair et assuré. De multiples zones d'ombre subsistent. Sur le plan empirique – celui de la connaissance des faits – comme sur le plan de la conceptualisation - à propos de la définition des composantes, des modalités d'action de la lutte clandestine. Entre la glorification et l'occultation se sont glissées maintes déformations plus ou moins intéressées, maintes interprétations commodes et abusives. D'où la*

*nécessité de restituer et resituer la Résistance dans son intégrité aussi bien que dans son intégralité.* »

Le jeune étudiant catholique François Bédarida avait, sous l'occupation, eu des activités résistantes au sein des groupes de *Témoignage Chrétien*. L'historien universitaire catholique, lucide et intellectuellement courageux n'hésite pas à fustiger le comportement de l'Église de France, spécialement ses plus hauts dignitaires :

« *... les mêmes hommes qui, lors de l'entrée en guerre en 1939, avaient dans leurs lettres pastorales et dans leurs homélies dénoncé la menace du néopaganisme hitlérien mettent, à partir de l'Armistice, une sourdine suspecte à la dénonciation de la doctrine national-socialiste.* »

« *Dès l'été 1940..., tout a poussé l'Église dans le sillage de Vichy : la conviction que le redressement annoncé par Pétain serait moral et religieux ; la satisfaction à l'idée que la Révolution nationale allait s'inspirer des principes du christianisme et tout particulièrement de la doctrine sociale de l'Église ; l'adhésion à la devise « Travail, Famille, Patrie », gage d'un retour aux valeurs chrétiennes.* »

« *Même si la majorité se montre docile, l'épiscopat juge préoccupante la sympathie manifeste de nombre de ses ouailles pour les voix venues de Londres ou pour les premiers appels clandestins à la Résistance, notamment en zone occupée. D'où un rejet acrimonieux de la « dissidence », semeuse de doutes, de désordre et créatrice de désunion. Pour la plupart des évêques, le général de Gaulle est un rebelle puisqu'il refuse d'admettre l'autorité du maréchal Pétain...* »

« *Dans l'histoire de la persécution des Juifs entre 1940 et 1944, il est évident que la parole de la hiérarchie catholique a été à la fois tardive et parcimonieuse. En effet, en ne s'élevant pas contre le statut des Juifs d'octobre 1940, l'épiscopat est entré dans un engrenage redoutable* »

Ces propos extrêmement sévères rejoignent ceux d'autres historiens de même catholiques et montrent que l'histoire peut et doit dépasser les convictions pour rester lucide. Peut-être conviendrait-il que tous les tenants d'idéologies déviantes aient la même lucidité et le même courage.

S'agissant du rôle et de la responsabilité de l'historien, François Bédarida note :

« *... l'historien a beau être à l'écoute du monde qui l'entoure, pour lui, la voie est étroite entre les deux missions qu'il a à remplir. D'une part il lui faut se dissocier des mythes véhiculés par la conscience commune et les déformations de la mémoire collective et leur opposer un discours démystificateur, à la fois documenté et rationnel. D'autre part, en tant que bâtisseur et diffuseur d'un savoir, il contribue à former la conscience historique et la mémoire de ses contemporains. Autrement dit, chez lui l'acteur social est inséparable du chercheur.* »

« *C'est pourquoi l'exercice de la responsabilité de l'historien dans sa sphère propre implique deux conditions. D'abord l'indépendance, qu'elle soit politique ou intellectuelle, sociale ou financière : c'est l'exigence de liberté. Ensuite le respect scrupuleux et minutieux des canons de la discipline : c'est l'exigence de vérité.* » (souligné par nous)

**HISTOIRE. INDISPENSABLE MAIS PARFOIS CRUELLE HISTOIRE.  
POUR QUE S'IMPOSE LA VERITE FACE AUX LEGENDES.**

« Toute personne qui s'exprime sur la Résistance, à fortiori tout ancien résistant, a pour premier devoir vis à vis de ceux qui sont tombés pour la Liberté, le strict respect de la vérité, et pour premier devoir vis à vis de ceux qui n'ont pas connu cette période, un même respect de la stricte vérité. »

Cette formule, apparue lors des inaugurations des plaques-souvenirs au Coux et à Champredon, n'est pas née du hasard mais de l'écho d'observations faites lors de précédentes cérémonies. Qui n'a pas connu François dans le quotidien de ses actes et de ses pensées, alors qu'il y avait au début si peu de monde autour de lui ? Qui n'a pas été l'intime de Castaing, alors qu'au jour du débarquement et même au jour de la Libération si peu de monde connaissait son nom, sa silhouette, ses fonctions officielles et clandestines ? Qui n'a pas vécu au Pont à la Dauge et fréquenté ceux qui y avaient trouvé refuge alors que le nombre des survivants y ayant connu « l'Amiral », « Trident », « le Négus » et quelques autres est si réduit. Qui n'a pas séjourné au Coux dans la maison ayant abrité le PC de François alors qu'il y avait si peu de place ? Et qui n'a pas participé au sabotage du viaduc de Busseau ?

Les Tartarins ne sont pas tous de Tarascon mais tous croient ce qu'ils racontent. Les mémoires recomposées suppléent l'absence de vécu personnel au profit d'une appropriation, souvent approximative, du vécu des autres. Simple faiblesse humaine ?

Le mensonge délibéré, l'altération de la vérité à des fins autres que le culte de l'ego est beaucoup plus grave car elle altère à la fois le sens et la réalité des faits. La réfutation n'est pas toujours facile mais la recherche historique parvient en général à dégager les faisceaux d'informations qui permettent de déceler l'imposture.

En illustration, ce rappel de deux sujets évoqués récemment (Bulletins 30 et 31) : « les marins allemands prisonniers en Creuse » et « l'approche du Gpt Jesser. » Pour le premier, il existe toute une série de sources connues (ou qui devraient être connues de qui se prétend historien) et des dossiers moins connus, fruit du travail de chercheurs spécialisés. Pour le second, à certaines sources et dossiers issus là encore du travail de chercheurs spécialisés est venue s'ajouter une source essentielle dont l'existence et le contenu n'avaient été connus que d'un tout petit nombre de personnes. Des acteurs, déjà bien peu nombreux, il ne reste que deux survivants. L'original n'a fait l'objet que de trois copies de sauvegarde.

En 1951, date du fameux dossier « à charge » il était possible d'écrire tout et son contraire, sans grand risque d'être contredit. En 1985, il était déjà beaucoup plus difficile de baptiser « révélations » ce qui était de toute évidence erreur, mensonge, interprétation fantaisiste, de faits désormais connus de beaucoup de monde. Reprendre ces mêmes aberrations, persister dans le mensonge, ne relève pas de l'erreur mais d'une volonté délibérée que sous-tendent des critères étrangers à la plus élémentaire l'honnêteté intellectuelle.

**L'histoire peut parfois être cruelle pour qui pense pouvoir s'abstraire de la rigueur et de l'éthique qu'elle impose.**

**LES ECOUTES DES COMMUNICATIONS ALLEMANDES**

Elles ont été évoquées dans de précédents bulletins. Rappelons qu'elles eurent lieu à Bourganeuf sur une dérivation réalisée par Roger Peynot et qu'elles furent enregistrées (traduites et transcrites) par deux réfugiés : un alsacien et un juif d'origine allemande. Transmises par téléphone au PC de Murat, grâce à une ligne « spéciale », de même réalisée par Roger Peynot, avec du « fil de campagne » (fil isolé) d'origine militaire provenant de stocks cachés à Limoges au lendemain de l'Armistice, elles furent notées, ainsi que les écoutes tout aussi clandestines des communications de services de Vichy, parfois codées, à leur place chronologique, sur le cahier des messages « Arrivée. » (Le cahier « Départ » enregistrerait les directives et demandes du service aux différents centres, ainsi que celles de François aux chefs d'unité.) Ci-après, reproduction de quelques écoutes significatives.

37 S. R. Bourganeuf à Blanche. - Resultat 64  
 écoute - conversation allemande  
 général Gleiniger de Cler.  
 mont à commandantur Li-  
 moges. Un général américain  
 serait à Eymoutiers pour diriger  
 opération sur Limoges. Résis-  
 ter jusqu'au dernier. Insiste  
 sur la gravité de la situation.

Message reçu à Murat le 12 juillet 1944, à 14 h 30  
Observation : Il suscita à l'époque interrogation car le général Gleiniger, chef de l'EML de Limoges téléphone de Clermont à Limoges. En fait, il était bien à Clermont auprès de son supérieur, le général Von Brodowski, chef de l'EMP 588. Ce que confirme message suivant. Eymoutiers est la « capitale » du secteur tenu par le colonel Guinguoin..

38 S. R. Bourganeuf à Blanche. - Resultat 40  
 allemand et traduit à français  
 de Clermont à Limoges. Le général  
 Gleiniger. Dans la nuit du 9 au  
 10 144 général américain et son  
 E. M. et 1000 h. munis armes  
 lourdes ont été parachutés dans la  
 région de Bourganeuf. Certains devaient  
 par précipité et 1400 heures. Il y a par  
 quelque chose là-bas me prévenir  
 on verra cependant avec Brive  
 et Tulle mais c'est impossible.  
 par l'annonce cette nouvelle  
 immédiatement à Sibel (98 h y or  
 probablement)

Message N°40, reçu à Murat le 12 juillet à 17 h 20.  
Observation : Même origine et même destinataire que le N°37 qu'il confirme et précise. Ces messages traduisent l'inquiétude des responsables du MBF et leurs craintes de parachutages d'unités alliées, dont fait mention le KTB de l'EMP 588 (qui couvre l'Auvergne et le Limousin), évoquées dans N° 31, p. 9 et que l'on retrouve périodiquement. Confirmation aussi des coupures de lignes téléphoniques entretenues par les FFI. Lyon était bien le QG pour la zone sud. Les craintes sont infondées et l'EM allemand s'en apercevra très vite.

68  
41  
Limoges à Clermont. Écoute 47  
Conversations allemandes. Avec 68  
vous signale notre situation en  
cigue pour le 15. Sans relations  
postales ce mois-ci. Des amis de

Message N°41 reçu à Murat le 12 juillet à 18 heures s.

**Observation.** C'est maintenant Limoges qui s'inquiète auprès de Clermont. L'absence de relations postales, c'est à dire de nouvelles des familles, alors que se poursuivent les bombardements des villes allemandes est d'évidence très mauvaise pour le moral.

Les communications de la Direction régionale (Limoges) du Maintien de l'ordre avec la Direction nationale à Vichy (Darnand, chef de la Milice) sont en général codées. Elles sont donc transmises à la Mission interalliée pour être répercutée vers Londres qui peut les traduire.

S.B. Bouzamp à Louis Blanche  
Résultat écrit : 49  
1/9.ii. opérations 7 unités de l'ordre  
de la région de Vichy en direction de Vichy  
Paris ? hôtel Moderne Vichy :  
00058. 56307. 40.059. 07.294.  
35924. 42162. 95305. 49037.  
82685. 32391. 77045. 89284  
74283. 60051. 74765. 40446  
81803. 60863. 27173. 75665  
31239. 02989. 55352. 20225  
72144. 22969. 38951. 73902  
22407. 83711. 57679. 68390.  
2/ message entre Colonel Koll et  
Colonel Weid (traducteur) :  
Opérations de patrouilles le 13 et le 14 50  
à OC 27.18.44. 71.48.37  
Une action dans le lieu OC 67.  
Dans cette ville il y a 16 bataillon  
doit arriver le 11 ou le 12.

Transmis à la  
commission interalliée  
à 17h30.  
Transmis à la  
commission interalliée  
à 17h30.

Message N°26 reçu à Murat le 11 juillet à 17 h 05. En fait un message codé de la milice et un message allemand.

**Observation :** l'hôtel Moderne est le siège du Maintien de l'ordre à Vichy. En marge, mention de transfert à la mission interalliée. Le second message est un message d'opérations entre officiers allemands. Les indications OC suivies d'un numéro à deux chiffres ne furent pas déchiffrées lors de leur réception. On sait maintenant à qui elles correspondaient.

Ces documents montrent à l'évidence qu'il n'est pas possible d'écrire n'importe quoi et que l'histoire peut être cruelle pour les « amateurs » et menteurs qui ont cru pouvoir négliger des sources dont l'existence était ou pouvait être connue.

#### LES DOCUMENTS FACE AUX LEGENDES

Celles dont nous avons tiré quelques extraits (messages enregistrés à Murat) ont été sauvées avec les cartes permettant de les exploiter (cartes Michelin et cartes d'état-major au 1/50 000) lors de l'attaque de Chez-Jallot puis de Pramy Les reproductions publiées ont été faites d'après photocopies du document original. Par sécurité, les trois jeux de copie sont conservés en des lieux différents. Les documents postérieurs du service, établis à Arquet, existent de même. Ils ne sont plus manuscrits mais dactylographiés.

Les archives de François à Murat ont aussi, pour l'essentiel au moins, été sauvées. Divers documents sont aux Archives départementales. D'autres, notamment ceux concernant les activités d'EM, initialement regroupés par

Alfred Bourdet, ont rejoint la documentation de notre association. Il ne faut donc pas dire et écrire n'importe quoi car les documents importants seront publiés le moment venu et se révéleront, pour les menteurs, aussi cruelles que celles dont nous avons donné dans nos bulletins des extraits. C'est de leur rapprochement avec d'autres sources, spécialement avec les archives alliées et allemandes que naît l'histoire. Les témoignages et autres souvenirs personnels, issus de mémoires souvent recomposés et nécessairement fragmentaires ne sont, ne peuvent être que des illustrations.

#### LEÇON D'HISTOIRE AU COIN DU FEU

- Pépé ! Pourquoi tu racontes des mensonges ?
- Quels mensonges ?
- Tu m'a dis que le 7 juin à Guéret, tu avais participé à la prise de Guéret et que c'était tes copains qui avaient tiré au bazooka sur l'hôtel Saint Français !
- Oui ! Et alors ?
- Tu radotes Pépé. C'est pas vrai. Sur la place Bonnyaud y avait que les FTP.
- Qui t'a raconté ça ?
- Personne. Le l'ai lu dans un livre, au Centre de documentation du collège. Y a même une carte de la place Bonnyaud. C'est très bien expliqué. Très précis. Un vrai reportage, par quelqu'un qui y était vraiment.
- Je connais ce livre et je peux t'assurer que ni l'auteur ni celui qui a fait la carte n'ont participé à l'opération. Le second n'était peut-être pas né en juin 1944.
- Pépé ! Tu peux tout de même pas dire que ce qui est écrit c'est pas vrai !
- Hélas si. Il ne faut pas croire tout ce qui se dit ou s'écrit.
- Mais enfin Pépé si on peut pas croire ce qui est écrit ... Je vais demander à ma prof d'histoire.
- Excellente idée mais, d'après ce que tu m'as dit, elle est jeune et l'histoire de la Résistance en Creuse n'est pas au programme du CAPES, ni de l'agrégation. Il lui faudra s'informer.
- Pépé ! Je décroche. Si les profs savent pas et si les livres racontent des mensonges....
- Quand tu voudras bien m'accorder un peu de temps je t'expliquerai ce qui s'est réellement passé à Guéret le 7 juin 1944 et spécialement sur la place Bonnyaud.
- Pourquoi je te croirais plus que le livre ?
- Parce que j'y étais et parce qu'il existe des documents incontestables.
- Documents, Documents ? Ça me dit pas comment on peut distinguer le vrai du faux.
- Je t'expliquerai, si tu veux bien...
- Oui ! Mais pas aujourd'hui. J'ai un match de foot.
- C'est très bien de faire du sport. A quelle place joues-tu ?
- En 10, comme Zizou.
- De mon temps y avait pas de numéros sur les maillots. Le 10 c'était l'inter-gauche. On pratiquait pas le 4-4-2 mais le WM.
- Tu radotes Pépé. T'est plus dans le coup.
- Sans doute. Mais pour l'histoire de la Résistance ?
- Tu m'en parleras dimanche prochain.
- D'accord. Mais je te propose un marché. Je t'explique ce que tu veux savoir sur la Résistance en Creuse et tu me donnes des leçons d'informatique. Je commence à me débrouiller, mais j'ai quelques difficultés avec le « copier-coller »
- Y a rien de plus simple. OK. Marché conclu. Salut Pépé. Faut que je me dépêche si j' veux pas manquer l'échauffement et me faire attraper par l'entraîneur.

(A suivre.)

## PAGE D'HISTOIRE : LE CENTRE D'INTERNEMENT D'EVAUX ET LA LIBERATION DES INTERNES

*Le texte ci-après n'est pas un document finalisé, ce qui signifie qu'il appelle un complément de recherche et d'analyse. Il y a en effet plus à dire sur ce qui fut le **Centre d'internement administratif d'Evau**s,*

Comme Vichy et d'autres stations thermales, Evau)s les Bains, en Creuse va, sans l'avoir souhaité, connaître entre la défaite et la libération, une célébrité quelque peu inattendue, liée à ses capacités hôtelières. Tout commence avec la location, par la Croix Rouge polonaise, du Grand Hôtel de la Fontaine, à la station thermale d'Evau)s, pour y installer un centre d'accueil de ses nationaux. (1) Il y avait en France, avant la guerre de nombreux émigrés polonais et une armée polonaise, sous autorité du gouvernement polonais en exil, combattit en 1940 aux côtés des armées françaises. Le centre d'Evau)s compte en 1941 une quarantaine de personnes dont une majorité d'officiers démobilisés, puis 71, puis 96 dont 71 officiers. Ils sont au départ sous l'autorité d'un officier supérieur polonais assisté d'un officier français. Le centre se transforme successivement en « Groupe de Travailleurs Étrangers N°1 » (2), dépendant du « Commissariat à la lutte contre le chômage » puis en « Groupe de rééducation professionnelle. » Les effectifs diminuent progressivement avant d'être transférés au Mont Dore.



Photo Théo Beauregard

Le « Centre d'internement administratif d'Evau)s les Bains » naît de la réquisition, le 15 août 1942, de l'établissement thermal, préalablement vidé de ses curistes. (3) Il doit, en principe, fonctionner à partir de décembre mais les premiers internés arrivent plus tôt. Il est initialement placé sous l'autorité du Commissaire de police S. dont l'autorité tatillonne indispose ses éminents « protégés » Il est remplacé début 1943 par le Commissaire L., lui-même relayé, ainsi que son adjoint, dans le courant de la même année. Le chef de centre dispose pour la surveillance et la protection des internés d'un élément du G.M.R. Centre (Groupe Mobile de Réserve) et de gendarmes détachés.

Selon Théo Beauregard, résistant local, le premier arrivé fut Léon Jouhaux, Secrétaire général de la CGT (4), bientôt rejoint par Édouard Herriot, (5) les généraux Doyen (6) et de La Laurencie (7), les banquiers Worms, Champetier de Ribes (8), les journalistes Roger Stéphane et Jean Nocher, puis par l'aviateur Bossoutrot, l'avocat Blumel, (9) le Cdt Loustaneau-Lacau, (10) le sénateur Perrier, Germain Martin (11) Guy Lachambre (12), le contrôleur général Jacomet, etc.. La liste des « pensionnaires » d'Evau)s comporte environ 80 noms. Certains furent libérés au cours de l'année 43 et au début de 1944, d'autres furent transférés dans

d'autres centres, voire en Allemagne, deux y moururent et un s'évada. Ceux qui étaient encore à Evau)s le 8 juin 1944 furent libérés par les FFI.

Le camp d'internement d'Evau)s relevait directement de l'autorité de Vichy, en fait du Secrétaire général à la Police (Bousquet jusqu'à la fin de 1943) puis du secrétaire général au « Maintien de l'ordre » (Darnand.) Rappelons que le chef du gouvernement est Pierre Laval, évincé en décembre 1940, revenu « aux affaires » sous la pression des Allemands, en avril 1942 et que le maréchal Pétain a dû lui abandonner une partie de ses prérogatives. Le préfet de la Creuse (Jacques Henry de la création du camp à la mi-juillet 1943, puis Clément Vasserot du 14 juillet 1943 à sa révocation en mai 1944) « n'avait, tant au point de vue de l'organisation intérieure que de sa surveillance, aucun pouvoir direct. » (13) Vasserot fait mention d'un commissaire B. qui semble-t-il était déjà en fonction lors de son arrivée en Creuse ; il est très sévère à son égard car, après l'arrestation et l'internement du Secrétaire général André Vy, ledit commissaire non seulement lisait le courrier professionnel adressé à son ancien collaborateur mais en transmettait copie à Vichy. Toujours selon le préfet Vasserot le nombre des internés n'était que de 37 à la date du 3 juin 1944, surveillés par une quarantaine de fonctionnaires (G.M.R. et Gendarmes.)

### LA VIE DES INTERNES A EVAUX

La vie au centre varie selon les périodes et la personnalité du responsable du centre. Herriot évoque, au début, une « rigueur imbécile. » Les internés disposent de chambres individuelles (celles des curistes) et prennent en principe leurs repas par petites tables.



Photo Théo Beauregard

De G à D : Blumel, Montel, Mme Worms, Lussy, Impérian (consul du Salvador), Nicot. Debout : M. Worms Robert.



Photo Théo Beauregard

De G à D : Général Doyen, Brugère, Germain Martin, Santolini.

Il n'est guère fait mention de la qualité de la nourriture, ce qui laisse supposer qu'elle était à peu près correcte pour l'époque mais il semble que des compléments pouvaient venir de l'extérieur. Les photos montrent des pensionnaires correctement vêtus qui ne semblent pas trop souffrir de leurs conditions de vie matérielles.

Ils peuvent recevoir des visites, notamment de leurs épouses, mais toujours sous l'œil d'un préposé à leur surveillance, ce qui fait dire à Jean Nocher « mon fils fut conçu, à Evaux, sous l'œil impavide d'un G.M.R. » (14) Édouard Herriot bénéficie très vite d'un traitement de faveur : il est autorisé à résider « en ville », sous le contrôle permanent de deux inspecteurs qui l'accompagnent dans ses promenades. Mme Herriot et sa fidèle gouvernante, Césarine, viennent habiter dans un hôtel voisin où se retrouvent la plupart des épouses en visite. L'ancien ministre Guy Lachambre et le contrôleur général Jacomet, seulement « assignés à résidence » peuvent aussi « résider en ville. »

Au Grand hôtel thermal, la vie est peu contraignante, paisible mais monotone ; on se regroupe par affinités, on parle actualité, on commente les informations de la radio de Londres qui évidemment ne peuvent venir que de l'extérieur, le plus souvent par les visiteurs. Certains internés sont libérés après un temps plus ou moins long ou dirigés sur d'autres centres tandis qu'arrivent périodiquement des nouveaux. Herriot et Loustaneau-Lacau seront transférés en Allemagne le 31 mars 1943. Les listes de pensionnaires ne font état que de trois femmes. Un seul interné, semble-t-il, réussit à s'évader avec la complicité de la Résistance locale, spécialement de Théo Beauregard : Jean Nocher qui gagna un maquis du Vercors.

Le Président Roosevelt, très attaché au sort des anciens responsables politiques de la 3<sup>ème</sup> République, notamment à la personnalité d'Édouard Herriot, aurait souhaité le faire évader de France. Il y eut diverses tractations, avec le concours d'un général en poste à La Courtine avant l'occupation de la zone sud, le 11 novembre 1942, et même ultérieurement semble-t-il, avec l'assistance de Beauregard, mais l'ancien président de l'Assemblée Nationale refusa de quitter la France ... jusqu'au jour où il y fut contraint par les Allemands.

#### LA LIBERATION DES INTERNES LE 8 JUIN 1944

La libération des internés, le 8 juin 1944 a fait l'objet de diverses versions qui ne se recoupent pas toujours. Nous retiendrons seulement les deux sources qui donnent des versions sensiblement identiques : la monographie rédigée ultérieurement par Théo Beauregard et le rapport, immédiatement établi à l'attention de leur hiérarchie (15) par des gendarmes détachés à Evaux, qui furent à la fois témoins et acteurs.

Il faut d'abord situer les faits dans leur contexte : les messages annonçant le débarquement, inclus la décision de mise en œuvre des « plans » furent diffusés par la BBC le 5 juin au soir mais n'atteignirent apparemment pas les internés ; la première annonce connue fut celle de Radio-Sottens (radio Suisse), bientôt suivie de « l'adresse au peuple de France » du général Eisenhower diffusé par la BBC à 10 h 00 et, enfin, le message du général de Gaulle, à 17 h 30 : « La bataille suprême est engagée ... c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France. ... » En Creuse, les premiers sabotages ont été effectués, conformément aux « plans », dans la nuit du 5 au 6 et la première

embuscade a lieu au matin du 6. Les populations sont en liesse, même à Evaux. L'attaque sur Guéret, le 7 au matin, suivie de la reddition de la garnison allemande, ne semble pas avoir été connue des internés et de leurs gardiens qui font état de lignes téléphoniques coupées avec Limoges. De même pour la contre-attaque venue, le 8, de Montluçon.

Selon le rapport des gendarmes, confirmé par Beauregard, dans l'après-midi (du 8) des maquisards seraient venus à la brigade locale (dont l'activité est indépendante de celles des gardiens du centre d'internement) et auraient aussitôt téléphoné au poste de police (du centre) pour solliciter la venue (à la brigade) de l'officier responsable de la sécurité du centre, le lieutenant D. Demande acceptée, apparemment suivie d'un accord en vue de la Libération des détenus. Le sort des gardiens a également été évoqué. Vers 21 h, le lieutenant D. aurait rassemblé les effectifs disponibles sous son commandement (une quarantaine d'hommes) pour les informer des décisions arrêtées, en fait la venue des maquis vers 23 h pour libérer les internés et demandé de n'opposer aucune résistance, au risque d'être fusillés, et donné les consignes : « Pendant l'embarquement, vous ferez vos bagages et nous partirons ensuite dans la Corrèze avec nos camions. ... Je vous recommande ordre et sang-froid. Pas un geste de Résistance. Les sentinelles resteront immobiles à leur poste, sauf celles du point 4 qui doivent ouvrir la porte. ... Conservez votre calme car les Allemands doivent venir cette nuit pour prendre les internés. Il s'agit donc de faire vite. C'est une course de vitesse. Nous sommes obligés de faire comme cela et il faudra prendre le maquis. »

Il apparaît donc que les conditions de libération des internés ont été négociées, de même que le sort des gardiens et que l'opération a été minutieusement préparée. Par qui ? Des noms locaux ont été avancés (16) mais il subsiste des invraisemblances. Il semble que la libération des internés d'Evaux avait été envisagée à un ou plusieurs échelons supérieurs, en raison de la personnalité de divers détenus et des fonctions auxquelles certains semblent promis. Il ne faut pas oublier non plus la présence au centre d'André Vy auquel s'intéressent le préfet Vasserot (qui a repris ses fonctions à Guéret) et le commissaire aux R.G., chef de secteur du réseau Ajax.

« Selon les ordres donnés, nous avons préparé nos valises, note le rapport des gendarmes. Vers 23 h 15 (23 h 05 selon Beauregard) les maquisards sont venus avec trois voitures de tourisme et une camionnette dont sont sortis quinze hommes environ, armés de mitraillettes. ... Les sentinelles n'ont pas bougé. Ils ont fait descendre les internés dans la cour. Ceux de marque ont pris place dans les voitures de tourisme et les autres dans nos camions. ... Après la côte que nous avons montée à pieds nous nous sommes entassés dans nos camions [ceux qui restaient] jusqu'au village de Chambon, à 5 km du camp. Les internés ont été répartis chez les habitants. ... Nous avons gagné une ferme à deux kilomètres et là, avec le lieutenant, nous sommes arrivés vers 0 h 30 le 9 juin. ... Vers 5 h 50 (17) nous avons vu plusieurs voitures emporter vers Evaux les intéressés, tout souriants, qui nous faisaient des « Au revoir » amicaux. ... Le lieutenant nous a rassemblés et nous a dit avoir vu le général de La Laurencie et que celui-ci lui avait dit que le personnel serait réparti dans les brigades de la région et administré par Guéret, chargé de payer les soldes ... » (18)

Théo Beauregard a vu devant les voitures de tourisme des motocyclettes. Il note : « Quelques camions étaient restés à l'entrée de la ville. Les évadés, avec leurs bagages, se dirigeaient vers eux. » Il a vu sortir le général de La Laurencie, le député-maire d'Oyonnax Nicot, le banquier Worms, l'épouse de Me Blumel qui avait « pris la clé des champs » quelques jours auparavant. « Les G.M.R préposés à la garde du camp, en casque et en armes, encadraient les évadés ayant pris la décision de rejoindre le maquis. Tout cela dans un ordre impeccable. » Ce qui confirme la bonne organisation de l'opération.

Sur le sort des « évadés » dans les jours suivants on ne sait que peu de choses, hors rapports de la brigade d'Evau. Certains ont gagné des domiciles prévus et discrets. Le général Faurel de la Laurencie est semble-t-il, le plus actif. Il s'est auto-proclamé « Commandant des forces françaises stationnées dans le nord de la Creuse. » En témoigne un « bon de réquisition » pour une voiture Citroën, 11 légère, daté du 20 juin, signé « le général commandant les FFI » bon soigneusement reproduit dans un P.V. de gendarmerie. Il se dirige vers Crocq où il sollicite, en vain, un commandement plus étendu, à la mesure de ses capacités et états de services. Blumel aurait séjourné quelques temps en Creuse, avant de gagner Paris et devenir chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier. Les politiques se retrouveront ... en politique, auréolés de la gloire qui s'attache au titre d'interné. Certains iront même jusqu'à prétendre s'être libérés eux-mêmes pour solliciter un titre de résistant ! Le général Doyen reprendra du service et sera nommé au commandement des l'armée des Alpes.

Evau les Bains, après avoir fêté le 14 juillet dans l'allégresse n'aura pas trop à souffrir des événements qui précéderont la Libération et fut, comme le reste du département, définitivement libérée le 25 août 1944. La petite cité accueillera ensuite, successivement, ce qui devait être le 96<sup>ème</sup> Btn de transmissions puis les éléments de l'ex 278<sup>ème</sup> qui formeront un bataillon du 26<sup>ème</sup> puis 13<sup>ème</sup> RI, sur le front de La Rochelle.

### Sources

- (1) Archives centrales de la Gendarmerie. Le Blanc. Dossier exploré par Jean Michaud.
- (2) G.T.E. Hébergèrent, dans des conditions souvent peu honorables des étrangers et spécialement des Juifs qui souvent y furent rafiés.
- (3) Archives centrales de la Gendarmerie. Le Blanc. Jean Michaud.
- (4) Les organisations syndicales ouvrières et patronales furent dissoutes par décret du 9 novembre 1940.
- (5) Ministre et Président du Conseil avant la guerre. Président de l'Assemblée nationale en 1940.
- (6) Membre de la commission d'armistice en 1940.
- (7) Général de corps d'armée. Délégué général du gouvernement en France occupée. Aurait été mêlé au renvoi de Laval en décembre 1940. Franc-parler. Aurait écrit à Darlan pour lui dire qu'il souhaitait la victoire de l'Angleterre. Remplacé à Paris, début 1941, par l'amiral Bard, alors préfet de Haute Vienne.
- (8) Parlementaire ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain, le 10 juillet 1940.
- (9) Défenseur de Blum au procès de Riom.
- (10) Initialement proche du Maréchal. Fondateur du réseau Alliance.
- (11) Professeur de faculté.
- (12) Ancien ministre.
- (13) AN 72. Exploré par Jean Michaud.
- (14) Dossier Théo Beauregard.
- (15) Archives centrales de la Gendarmerie. Le Blanc. Jean Michaud.
- (16) Le temps du maquis. M. Parrotin. 2 éditions.
- (17) A noter, la précision, très professionnelle, des gendarmes.
- (18) Archives centrales de la Gendarmerie. Le Blanc. Jean Michaud.

## BIBLIOGRAPHIE

L'ouvrage récemment paru sous le titre *Genèse et développement de la Résistance en R.5. 1940-1943* a, semble-t-il, suscité un intérêt certain mais aussi quelques déceptions chez ceux qui s'attendaient à y trouver une « histoire » de la Résistance dans la région 5. C'était inévitable dans la mesure où les sujets abordés étaient seulement les textes de communications présentés dans des colloques à thème. Le « saucissonnage » est souvent une des faiblesses de la recherche universitaire, contrainte de focaliser sur tel ou tel sujet car la recherche « globale » est trop gourmande en temps et trop exigeante en volume de travail. Il manque toujours en R.5 un programme de recherche commun à tous les départements, élaboré et conduit en fonction d'une même et constante méthodologie. Nos vœux en ce sens n'ont pas abouti. Il faut dire à décharge, que les chercheurs, pour la plupart enseignants encore en activité, manquent de temps et de moyens pour mener à bien une œuvre aussi considérable.

Les organisateurs des colloques n'en ont que plus de mérite. Brive, avec le Centre Edmond Michelet, est la seule ville de la Région à prendre régulièrement de telles initiatives, ce qui met encore plus en relief celles d'une petite commune comme Soudaines la Vinadière ou d'un chef lieu de canton comme Eymoutiers. Guéret et la Creuse n'ont conduit aucun projet depuis 1996, date à laquelle notre association avait, en liaison avec l'OSE, organisé un colloque consacré au sauvetage des enfants juifs. Rien à Limoges, capitale de la Région Limousin, et seule ville universitaire. Nous sommes les seuls à avoir entrepris, depuis vingt ans, une « recherche globale » que nous espérons, si le temps nous en est donné, soumettre à la critique universitaire.

## GENESE ET DEVELOPPEMENT DE LA RESISTANCE EN R.5

Bien qu'incomplet, l'ouvrage consacré à la R.5 a le mérite d'exister. Il n'est pas l'Histoire mais une contribution à l'histoire. Seul, le texte de Pascal Plas couvre tout l'espace géographique de la R.5 et tout « l'espace-temps » 40-43. Il a aussi le mérite de traiter un sujet jusqu'ici peu abordé. Nous aurons à le compléter et à le préciser pour la Creuse qui, comme nous l'avons déjà mentionné, était, à l'époque, le département le plus rural, aucune ville atteignant 10 000 habitants et sans industrie significative. Il reste à faire une véritable étude sociologique de ce milieu paysan, généralement pauvre mais assez rarement miséreux, au sens que l'on donnait alors à ce terme (celui qui ne mange pas à sa faim), déjà très déchristianisé, surtout dans sa partie ouest, plus, comme le note Louis Pérouas, par rejet de l'Église que par rejet de la religion, classé « à gauche » dès avant la guerre mais moins que l'on prétend parfois car il ne faut pas confondre « sa » gauche » avec « la » gauche de l'ouvrier, avant tout républicain car c'est la République qui lui a permis d'accéder à la propriété de « sa » terre, cette terre à laquelle il est viscéralement attaché, parlant souvent peu et se livrant moins encore, mais accueillant et fraternel pour qui sait mériter sa confiance, épris de savoir et soucieux de donner à sa descendance celui qu'il ne lui a pas été permis d'acquérir, donc respectueux de celui qui sait et profondément attaché à l'école, seul vecteur à ses yeux de toute promotion sociale.

Reproduction interdite sauf accord préalable.

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Pdt : R. CASTILLE La Combe 23300 VAREILLES Tél. : 05 55 63 01 01  
Secrétaire : S. CERCLIER 1 rue d'Armagnac 23000 Guéret 05 55 52 73 19